

# *La foi financière* *ou le déni d'entropie*



**Romain Kroës**

## Sommaire

1. Introduction .....	3
2. Genèse du modèle financier .....	4
3. Clivage de la pensée économique.....	10
4. Le modèle et la réalité.....	17
5. Fétichisme de la créance et de la monnaie or.....	23

## 1. Introduction

Confrontés à une crise à la fois économique et financière, les pouvoirs politiques ont choisi de voler au secours du modèle financier et semblent désarmés devant l'urgence des mesures concrètes attendues par le corps social. Alors que le moindre soupçon de faillite bancaire trouve immédiatement le refinancement ou la recapitalisation nécessaires, les pertes d'emplois ou de domiciles et la chute du pouvoir d'achat sont annoncées avec résignation par les leaders politiques, comme autant de fatalités. On comprend qu'une telle attitude soit de nature à raviver le procès révolutionnaire à l'encontre de l'oligarchie politicienne présumée au service des possédants. Mais ce procès était tombé en désuétude parce qu'il réduisait l'analyse socio-économique à un comportementalisme collectif postulant une anthropologie aussi affligeante et stérile que le comportementalisme individuel d'Adam Smith et de ses héritiers. Comment ce procès pourrait-il élaborer aujourd'hui les réponses qu'il fut impuissant à nous apporter hier ? Mais alors, comment expliquer ce « deux poids deux mesures » des pouvoirs publics face à la crise ?

On accomplit un premier pas décisif vers la réponse à cette question, en conférant un rôle contingent et non plus nécessaire, du strict point de vue épistémologique, aux comportements individuels et collectifs et à l'accroissement des inégalités. D'une part, ce faisant, on se libère du carcan hégélien de rationalité absolue que postulent tant l'*homo conflictus* que l'*homo oeconomicus*. D'autre part, et nous verrons que ce n'est pas contradictoire, on autorise l'investigation scientifique dans un domaine où elle était jusqu'à présent supplantée par la métaphysique.

Economistes et politiciens sont plus préoccupés par le sauvetage du modèle que par une intervention directe dans la crise économique et sociale, parce que ce modèle est à l'économie ce que le tableau de bord ou le logiciel sont à la gestion de tout processus matériel : un moyen de pilotage. En l'occurrence, les pilotes croient tout simplement que la crise se résorbera d'elle-même, quand les « marchés » seront stabilisés. Ils le disent d'ailleurs très explicitement eux-mêmes, et il faut prendre au sérieux leur profession de foi. D'où vient cette foi ? Quel est son degré de prégnance ? Quel est son rapport à la réalité ? Telles sont les questions auxquelles nous allons maintenant tenter de répondre.

## 2. Genèse du modèle financier

Tout manuel d'économie à prétention didactique se doit de rappeler au lecteur qu'au commencement de l'économie humaine il y avait le *troc*. C'est-à-dire, comme chacun sait, l'échange entre marchandises sans l'intervention d'une monnaie. Dans quel but la monnaie fut-elle inventée ? Là, les interprétations divergent. Quoi qu'il en soit, le plaquage d'une circulation monétaire sur la circulation des marchandises introduit un axiome d'identité entre les deux circuits. Les objets ne sont pas les mêmes, mais les fonctionnalités sont supposées identiques. Sur la base de cet axiome, on va progressivement et implicitement asseoir le théorème suivant : le modèle financier est un isomorphisme de l'économie, et par conséquent le fonctionnement du premier détermine celui de la seconde.

Mais la légende du troc sur laquelle repose cette conviction n'est nullement historiquement fondée. C'est une pure production idéologique.

En vérité, le troc n'a jamais existé, du moins en tant que facteur de dimension économique. Les textes les plus anciens que l'on possède sur la question font toujours état de monnaies d'échange. Certes, ce ne sont pas d'emblée des monnaies frappées, mais elles interviennent toujours dans les transactions commerciales. Le commerce urbain de l'Égypte ancienne, dont on a cru qu'il fonctionnait sur le principe du troc parce qu'on n'y trouve pas trace d'une monnaie frappée, utilisait quand même des monnaies d'échange<sup>1</sup>. Homère n'évalue pas l'échange direct entre une jeune esclave, une armure et un trépied, mais il exprime leurs prix respectifs en nombres de bœufs, c'est-à-dire en une monnaie de compte et d'échange<sup>2</sup>.

L'hypothèse d'un système de troc à l'origine des échanges économiques n'est pas crédible, en raison de l'inégale nécessité des produits échangés<sup>3</sup>. Si sur la « place du marché » un vendeur de grains, par exemple, est certain de pouvoir échanger son produit contre n'importe quel autre, un vendeur de vannerie, quant à lui, a plus de chances d'échanger les siens contre du grain que contre d'autres objets manufacturés. Or, le troc présuppose une égalité de probabilité d'échange. Sinon, certains produits interviennent plus d'une fois dans le maillage, et ce sont toujours les mêmes : ceux que régulièrement tout le monde va acheter par nécessité. Les interventions multiples d'un produit dans les échanges en font une monnaie d'échange. Seules les enchères initiales, à l'ouverture d'un marché, peuvent être assimilées à un troc. Elles permettent alors aux protagonistes de s'approprier, au plus près possible du cours d'ouverture, contre leurs propres denrées, la plus grande quantité possible du produit phare, que ce

---

<sup>1</sup> Adolf Erman et Hermann Ranke, *La civilisation égyptienne*, Paris, Payot, 1994, pp.662-664

<sup>2</sup> Dans l'Odyssée, une jeune esclave est achetée par Laërte pour vingt bœufs. Dans l'Iliade, une autre n'en vaut que quatre, cependant qu'une armure en vaut neuf et un trépied douze.

<sup>3</sup> Carl Menger, "On the Origins of Money", *Economic Journal*, volume 2, 1892.

soit par exemple du grain, du bétail ou du sel, même au-delà de leurs besoins domestiques, le surplus servant ensuite à payer d'autres achats projetés. Ainsi le produit de référence s'écoule-t-il en cascade sur la durée du marché de manière purement virtuelle, les déplacements physiques ne s'opérant qu'après la clôture.

Pourquoi donc les différentes chapelles économiciennes ont-elles éprouvé le besoin de placer la fiction du troc au départ de leurs théories ? Deux raisons à cela : la nécessité de croire en l'existence d'une « valeur d'échange » intrinsèquement contenue dans la marchandise et en la convertibilité marchandise des monnaies devenues symboliques. L'origine de cette double nécessité émergera progressivement de ce qui va suivre.

Sur la « place du marché » que décrit ou plutôt prescrit Platon, la clôture des enchères ne se traduit pas nécessairement par la clôture des comptes. Certaines transactions peuvent rester ouvertes jusqu'au prochain rendez-vous et impliquent alors l'ouverture de crédits. Cette éventualité inquiète grandement l'auteur des *Lois*, au point qu'il entend purement et simplement la proscrire. Platon veut enfermer le « commerce de détail » dans la problématique du troc, par des lois qui imposent aux transactions une unité de temps et de lieu, la durée du jour et la « place du marché », afin que ne puisse intervenir le crédit<sup>4</sup>.

« Tout échange qui se fait par achat ou aussi bien par vente entre une personne et une autre personne doit être un échange qui, celle-ci offrant ses produits sur l'emplacement du Marché qui est affecté à chaque sorte d'articles, et en recevant de celle-là la valeur argent comptant, se fait ainsi

---

<sup>4</sup> *Les lois*, in O.C., Paris : Gallimard la Pléiade, 1950, VIII, V, 8 ; XI, II, 1.

sur la Place du Marché et ne doit se faire nulle part ailleurs, pas plus qu'il n'y aura, de quoi que ce soit, ni vente, ni davantage achat se faisant à terme. »<sup>5</sup>

Quelle mouche a donc piqué Platon, pour qu'il entre ainsi en guerre contre une pratique courante et incontournable ? Pour le comprendre, il faut compléter la doctrine platonicienne en matière d'économie. Dans le même temps qu'il stigmatise le crédit, Platon s'en prend également au commerce extérieur, et principalement aux importations<sup>6</sup>, et préconise l'administration des prix à la consommation, faisant ainsi écho à deux problèmes majeurs de la société athénienne : les crises du crédit et le prix du blé. En témoignent notamment l'obligation de livrer à la capitale les deux tiers du volume arrivant sur le marché aux grains du Pirée et l'institution des agoranomes chargés de contrôler les prix à tous les niveaux : le grain, la farine, le pain<sup>7</sup>.

Alors qu'à travers l'unité de temps et de lieu des transactions Platon préconise la neutralisation de la monnaie, Aristote, confronté aux mêmes réalités, propose une autre variante. Après avoir un temps accordé à la monnaie frappée une valeur essentiellement symbolique, il se range finalement à sa valeur pondérale : la frappe n'est destinée qu'à éviter de devoir la peser<sup>8</sup>. Autrement dit, Aristote rejoint la préoccupation de Platon, mais en restituant à la monnaie frappée le statut de marchandise qu'elle avait perdu en devenant symbolique. Dans les deux cas, l'objectif est de revenir au passé d'avant l'avènement d'une monnaie symbolique, du moins Aristote et Platon le croient-ils, afin de limiter les échanges à un troc entre

---

<sup>5</sup> Idem, XI, II, 2.

<sup>6</sup> idem, VIII, V, 5.

<sup>7</sup> Aristote : *Constitution d'Athènes*, LI 3-4 - Platon : *Les Lois*, VIII, V, 8.

<sup>8</sup> *Politique*, Paris, Gallimard, 1993, I, IX, 8.

Dans son *Éthique à Nicomaque*, Livre V, 1133a, Aristote pense contradictoirement que la monnaie « porte le nom de monnaie parce qu'elle tire son existence non de la nature, mais de la loi ». *Politique* étant postérieure à *Éthique*, cette contradiction semble révéler une régression de la pensée d'Aristote sur ce point.

marchandises réelles possédant une valeur intrinsèque « naturelle » et excluant, de ce fait, la spéculation, la chrématistique et « l'argent d'argent » :

« La monnaie n'a été faite qu'en vue de l'échange ; l'intérêt, au contraire, multiplie cet argent même ; c'est de là qu'il a pris son nom (*tokos*), parce que les autres produits sont semblables à leurs parents, et l'intérêt est de l'argent d'argent ; aussi l'usure est-elle de tous les modes d'acquisition le plus contraire à la nature. »<sup>9</sup>

Mais le passé ne se limite pas à la « place du marché ». En Cappadoce, il s'étend depuis deux millénaires avant Athènes à des échanges lointains impliquant reconnaissances de dettes, compensation et négoce des effets de crédit, ce que Platon et Aristote ignorent. Xénophon est plus au fait de la réalité du commerce extérieur. Ainsi nous révèle-t-il que les négociants pouvaient partir du Pirée avec pour toute cargaison des pièces frappées au symbole d'Athéna<sup>10</sup>. Certains auteurs ont laissé entendre que cet emport d'argent se composait aussi bien de lingots que de pièces frappées, et que la différence importait peu<sup>11</sup>. Mais le texte de Xénophon ne présente aucune ambiguïté à cet égard. Il parle uniquement d'argent frappé et non pas d'argent métal<sup>12</sup>. Il précise d'ailleurs plus loin que ce privilège était refusé aux autres Etats grecs, lesquels frappaient pourtant, eux aussi, des monnaies d'argent. Par cette précision, Xénophon nous fait bénéficier de deux démonstrations fondamentales.

---

<sup>9</sup> Idem, Livre I, X, 5.

<sup>10</sup> *Ressources (Ποροι)*, 3, 2.

<sup>11</sup> Cf. Moses I. Finley, *L'économie antique*, Paris, Editions de minuit, 1975, p.180.

<sup>12</sup> Xénophon écrit *αργυριον* (argent frappé) et non pas *αργυρον*, accusatif d'*αργυρος* (argent métal). La différence n'est que d'un *iota*, mais elle est fondamentale.



D'une part, il révèle le signe négatif de la balance commerciale athénienne. Ce dont on pouvait se douter, du fait qu'Athènes importait la majeure partie du blé qu'elle consommait, en échange de quoi elle avait peu de choses à offrir sinon des olives, de l'huile, des poteries et du vin, en quantités réduites. Mais grâce à Xénophon, les choses sont claires. Quand les importateurs de blé quittent le Pirée pour l'Égypte, c'est à vide. Ils n'emportent que des symboles monétaires. Et pas n'importe lesquels : ceux de la cité la plus prestigieuse et la plus influente de Méditerranée. Athènes inaugure ainsi le privilège qui est aujourd'hui celui des USA qui grâce au statut de monnaie de compte internationale du dollar peuvent transformer leur déficit commercial systématique en un investissement du reste du monde dans leur économie.

D'autre part, Xénophon annonce l'émergence d'une monnaie symbolique dont le support matériel est devenu secondaire. Dollar de l'époque, la tétradrachme était certes frappée en argent, mais c'était une monnaie à cours forcé. Xénophon ne pousse pas plus loin la séparation du symbole de son support, survivance des anciennes monnaies d'échange. Il avance néanmoins une tierce réponse aux problèmes économiques de la société athénienne. Là où Platon et Aristote proposent l'un la neutralisation de la monnaie, l'autre la prééminence de la marchandise sous le symbole monétaire, Xénophon ne préconise rien moins que la facilité monétaire que recommandera beaucoup plus tard John Maynard Keynes. Mais une facilité résultant de l'exploitation intensive des mines de plomb argentifère du mont Laurion, donc toujours en prise sur la matérialité.

Qu'elle soit neutre dans les échanges ou qu'elle s'y intègre matériellement, la circulation monétaire s'identifie à celle des biens

matériels. Pour prendre conscience de ce qu'en réalité le circuit monétaire est inverse du circuit économique, il faut tenir compte non seulement de la commercialisation des marchandises, mais aussi de leur production. Or, dans la Grèce antique, la production est essentiellement une affaire d'esclaves, si bien que dès ses premiers pas la pensée économique ne s'intéresse qu'au marché. Il faudra attendre Marx, pour que le circuit monétaire soit associé à la gestation des produits du travail. Et encore cette contingence n'est-elle toujours pas intégrée par les théoriciens, « marxistes » compris.

### 3. Clivage de la pensée économique

Ne disposant pas d'une manne analogue à celle du Laurion, la République romaine édicte des « lois somptuaires » qui limitent le poids des métaux précieux dans les vêtements et les parures. Mais cela ne suffit pas, et la balance commerciale est principalement soldée grâce à l'or et l'argent des butins et tributs. A l'intérieur, l'économie romaine souffre de manière chronique de la pénurie de numéraire, en raison d'une tendance à l'excès de pouvoir d'achat du métal par rapport à la valeur nominale de la monnaie frappée.

Les dernières décennies de la République connaissent une alternance rapide de crises de l'endettement et de purges des créances, dans un contexte d'instabilité et d'insécurité permanentes. En 89 av. J-C, le préteur Asellio est assassiné par des créanciers, pour avoir favorisé les débiteurs dans les procès qu'il avait à juger<sup>13</sup>. A la suite de quoi deux lois réduisent les

---

<sup>13</sup> J. Marquardt , *De l'organisation financière chez les romains*, in Manuel des Antiquités Romaines, tome X, Paris, Ernest Thorin, 1888, p.70.

dettes de 75%<sup>14</sup>. En 63, le consulat de Cicéron voit la première résistance politique à cette régulation. Mais en 49, tout en limitant les thésaurisations, César supprime (à nouveau) l'esclavage pour dette et impose aux créanciers d'accepter directement en paiement de leurs créances des cessions de biens, estimés non par le « marché » mais par des arbitres désignés, dans le but de préserver le statut social (*existimatio*) des débiteurs, sans laisser planer sur les créanciers la menace de la traditionnelle annulation totale ou partielle des dettes<sup>15</sup>. Jusque là, les débiteurs surendettés devaient pour s'acquitter brader leurs biens dans les plus mauvaises conditions. César partage donc le coût de la crise entre débiteurs et créanciers.

La première réaction « monétariste » intervient avec la réforme d'Aurélien qui impose une monnaie circulatoire en argent véritable et réglemente une fois de plus les usages non monétaires de l'or. Mais sa portée ne s'arrête pas là. Elle « consista essentiellement à distinguer les monnaies de compte des espèces circulantes, mettant ainsi un terme à l'usage hérité du Haut-Empire de lier monnaie circulante et pouvoir libérateur »<sup>16</sup>. Cette initiative bouleverse suffisamment la structure socio-économique, pour que sa promulgation entraîne des émeutes dont la répression aurait fait sept mille morts<sup>17</sup>.

En 307, cependant, pour rétablir (ou maintenir) une relation stable entre unités de compte et espèces circulantes, Constantin est contraint de réduire les poids de ces dernières. Puis à la fin du IV<sup>e</sup> siècle, c'est la rupture : les prix sont exprimés en poids d'or, c'est-à-dire plus précisément qu'on ne

---

<sup>14</sup> idem, p.71.

<sup>15</sup> Nicolet C. : *Les variations de prix et la « théorie quantitative de la monnaie » à Rome, de Cicéron à Pliny l'Ancien*, Annales ECS, 1971 (A26), 6, pp.1203-1227.

<sup>16</sup> Depuyrot, G, *Crises et inflation entre Antiquité et Moyen-âge*, Paris : Armand Colin, 1991, p.125.

<sup>17</sup> Mommsen, T., *Histoire de la monnaie romaine*, traduction de Blacas d'Aulps, Paris, Rollin et Feuardent, 1865-1875, T.III, pp.96 et 151.

considère plus le prix unitaire des marchandises, mais la quantité de celles-ci par *sou* ou fraction de *sou*<sup>18</sup>. A cette régression succède une hausse des prix, à laquelle l'administration de l'empire répond par une taxation, mais semble-t-il sans grand succès<sup>19</sup>.

Le problème du Bas Empire, c'est essentiellement le déficit de la balance commerciale, qui est ce qu'il a toujours été, mais dans un contexte de raréfaction des tributs payés à Rome et des butins des conquêtes. En particulier, la paix avec les barbares ne peut plus alors s'imposer par les armes, mais doit s'acheter contre argent<sup>20</sup>. Il en résulte une hausse du cours des métaux précieux en lesquels sont soldés les échanges extérieurs. Enfin, avec l'extinction du commerce méditerranéen, du moins pour l'empire d'occident, la teneur en or du sou devient évanescence. Pépin le Bref lui substitue un nouveau denier d'argent, puis Charlemagne institue une unité de compte qui vaut vingt sous, ancêtre de la « livre tournois » qui ne circulera jamais. C'est cette unité de compte qui s'appropriera le pouvoir libérateur à l'égard de toute dette, tandis que les monnaies circulatoires, sans cesse dévaluées par rapport à elle, tendront à le perdre. Avec des éclipses, ce système se prolongera jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, et ne commencera à être contesté qu'au XVII<sup>e</sup>.

La séparation des espèces circulantes de la référence à l'or, seule détentrice du pouvoir libérateur à l'égard de toute dette, introduit un clivage dans la pensée économique qui en devient proprement schizophrène. Raisonnant d'un point de vue économique, elle adopte la doctrine platonicienne de la neutralité de la monnaie. Mais raisonnant d'un

---

<sup>18</sup> Depeyrot, ouv. cité, p.128.

<sup>19</sup> Idem, pp.133-135.

<sup>20</sup> Salvioli, G, *Le capitalisme dans le monde antique*. Paris, V. Giard et E. Brière, 1906, p.285.

point de vue monétaire, et ignorant alors l'économie proprement dite, elle se rallie à la perception aristotélicienne d'une monnaie marchandise. Au XIVe siècle, Nicolas Oresme formulera une version originale de cette contradiction.

Pour Nicolas Oresme, rien n'a changé depuis Aristote : les monnaies ne valent que par leur poids<sup>21</sup>. Selon l'inspirateur supposé de la réforme monétaire de 1360<sup>22</sup>, il y a trois manières « par lesquelles on peut tirer du gain de la monnaie sans l'employer selon son usage naturel : la première, c'est par l'art du changeur, dépôts ou commerce des monnaies ; la deuxième, c'est l'usure ; la troisième, la mutation de la monnaie. La première manière est vile, la deuxième mal, la troisième pire. Aristote fit mention des deux premières et non de la troisième, parce qu'en son temps une telle perfidie n'avait pas encore été inventée ».

La « perfidie » en question, c'est bien entendu la réaction politique à la raréfaction de la monnaie et aux crises de l'endettement, n'ayant pas en effet entraîné de mutation monétaire dans l'Athènes d'Aristote, grâce au Laurion et ses milliers d'esclaves. Mais Aristote n'a pas non plus parlé de « l'art du changeur » qui sous la plume d'Oresme a donc remplacé la *chrématistique*, c'est-à-dire la spéculation marchande et financière que condamne expressément Aristote ; et ce, probablement en raison de la coïncidence d'une préoccupation dogmatique d'Oresme,- celle de déplacer vers l'industrie du monnayage l'opprobre que subit la bourgeoisie

---

<sup>21</sup> Oresme N, « Traité des monnaies », traduction de Frédéric Chartrin, in *Écrits monétaires du XIVe siècle*, Lyon, La Manufacture, 1989, pp.52-53.

<sup>22</sup> La réforme en question est la création du franc or, après les "mutations monétaires" consécutives à la guerre et au déséquilibre de la balance commerciale, pour le paiement de la rançon de Jean II « le bon ».

marchande -, et d'une erreur de traduction qui n'est pas imputable à Oresme lui-même<sup>23</sup>.

Oresme exprime les fantasmes et les peurs de la bourgeoisie en pleine ascension qui ne se démentiront pas jusqu'à nos jours. C'est, d'une part, la nécessité d'une abondante circulation de « bonne monnaie ». Et Oresme de louer la sagesse de Théodoric qui fit profaner des sépultures pour en retirer, aux fins de monnayage, les métaux précieux qui s'y trouvaient enfouis<sup>24</sup>. C'est d'autre part, contradictoirement, la nécessité que le métal soit rare, afin que se conserve la valeur du numéraire. Et Oresme de louer cette fois la nature qui résiste aux alchimistes<sup>25</sup>. Il faut suffisamment d'or pour le développement des affaires, mais encore faut-il qu'il soit suffisamment rare pour que son pouvoir d'achat en toutes les sortes de marchandises ne soit pas altéré. La « monnaie or » repose entièrement sur cette propriété paradoxale et fantasmagorique dont l'urgence est inhérente non pas à la circulation mais à l'accumulation.

Une circulation monétaire conventionnelle déconnectée de l'or ne modifie en effet nullement le prix relatif de l'or et donc son pouvoir d'achat en d'autres marchandises. Le paradoxe d'Oresme trouve ainsi sa solution, comme le démontre chaque jour la réalité qui nous est contemporaine depuis que l'or a été démonétisé. Mais si son cours en monnaie circulatoire flotte à l'égal des cours des autres marchandises, l'or ne constitue plus une valeur refuge automatique à un prix prévisible. Qu'en période de hausse générale des prix les « épargnants » changent leurs titres et créances pour du métal, et le cours des premiers s'écroule, tandis que celui du second

---

<sup>23</sup> Dupuy, C, ouv. cité, pp.44-45.

<sup>24</sup> Idem, p.50.

<sup>25</sup> Ibidem

s'envole. C'est-à-dire que les épargnants paient en quelque sorte un droit d'entrée en thésaurisation. Mais ils ne sont pas quittes. Quand ils voudront faire l'opération inverse, c'est le cours de l'or qui s'écroulera tandis que la Bourse s'envolera. Ils devront alors payer un droit de sortie. Autrement dit, la monnaie or n'est telle que si elle est convertible sous une forme thésaurisable et accessible, à *prix fixe*, quelles que soient les vicissitudes de la conjoncture économique.

La preuve est aujourd'hui faite, que la suppression de la convertibilité suffisait à démonétiser l'or<sup>26</sup>. Le rôle de ce métal dépendait donc entièrement de la convertibilité, associée à la thésaurisation, et constituant par conséquent un billet de retour à l'accumulation primaire de la valeur, quand les créances du capital étaient attaquées par l'insolvabilité des débiteurs ou la hausse générale des prix.

La plus simple des convertibilités paraît être la circulation de l'or sous la forme de pièces frappées. C'est à quoi pense en son temps Nicolas Oresme. Ainsi s'explique qu'il rejette en enfer la monnaie purement nominale qui tout à la fois comporte un risque de dévalorisation des créances et constitue un obstacle à la thésaurisation. Mais en réalité, une monnaie frappée en or ou en argent ne transporte pas avec elle une valeur immuable en poids de son métal. Ce dernier voit son cours flotter, de sorte que si ce cours monte les détenteurs de la monnaie sont incités à la fondre et à la restituer au monnayage sous forme de lingots, tandis que si au contraire le cours du métal s'affaisse, les détenteurs de monnaie sont incités à la thésauriser sous sa forme légale. L'utopie d'Oresme ne s'est donc pas réalisée, et la réforme monétaire de 1360 a bientôt laissé la place au système d'une monnaie de

---

<sup>26</sup> Ce qui n'empêche pas néanmoins les banques centrales et les particuliers de continuer à détenir et à gérer des réserves d'or, mais la référence au métal est aujourd'hui absente du circuit des créances-dettes.

compte indexée sur l'or, libératoire à l'égard de toute dette mais qui ne circula jamais, et de monnaies manuelles qui ne l'étaient pas. Et telle est la raison de la crise du crédit qui dominera le XV<sup>e</sup> siècle et reviendra au XVII<sup>e</sup> après l'épuisement des mines de l'Amérique espagnole.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, David Hume part en guerre contre la tentation de réconcilier monnaie de compte et monnaie circulatoire et par conséquent de créer de la monnaie qui ne soit référencée au métal. Il reproche ainsi au « crédit public » de constituer un endettement sur l'avenir et, à ce titre, de n'apporter que des « *encumbrances* »<sup>27</sup>. Cette diatribe a une résonance politique quasi immédiate. En 1790, devant l'Assemblée Constituante française, Hume est cité dans un discours contre une émission d'assignats par Dupont de Nemours affirmant que la « surabondance d'un numéraire fictif » est « ruineuse pour le peuple » et en prédisant les pires calamités<sup>28</sup>.

David Hume est d'autre part le père de la « théorie quantitative de la monnaie » qui associe directement les prix des marchandises à la quantité de monnaie en circulation<sup>29</sup>. Sa double théorie se résume à deux dogmes qui vont désormais plus ou moins dominer la pensée économique et l'actuelle politique économique dite « libérale », et que l'on peut ainsi formuler :

- Tout investissement doit provenir d'une valeur préalablement épargnée ou lui être référencée, sous peine d'hypothéquer l'avenir.

---

<sup>27</sup> *Of public credit*, in *Essays and Treatises on Several Subjects*, Londres / Edimbourg, T. Cadell / A. Donaldson & W. Creech, 1777 (bibliothèque virtuelle du CHPE, Paris 1).

<sup>28</sup> *Opinion de Monsieur Du Pont de Nemours sur le projet de créer pour 1900 millions d'assignats de monnaie sans intérêt* (discours prononcé devant la Constituante le 25 septembre 1790).

<sup>29</sup> *Of money* in 1/ *Political Discourses*, Londres, 1752, 2/ *Essays and Treatises on Several Subjects*, Londres / Edimbourg, T. Cadell / A. Donaldson & W. Creech, 1777 (bibliothèque virtuelle du CHPE, Paris 1).



- Tout accroissement de la masse monétaire qui ne correspond pas à une semblable croissance de la production de biens est inflationniste et entraîne une hausse générale des prix.

Nous verrons plus loin que dans les deux cas ci-dessus, c'est en fait le contraire qui est vrai. Ainsi que Keynes le démontrera, c'est l'investissement, à partir d'une pure création monétaire, qui nourrit l'épargne, et non pas celle-ci celui-là. C'est d'autre part la hausse des prix qui précède l'inflation monétaire, et à la condition que la demande de monnaie supplémentaire qui en résulte soit satisfaite par la banque centrale.

Toujours est-il que le modèle financier qui découle des deux principes humiens s'inscrit délibérément dans la matérialité. Dans la réalité, en effet, toute distribution de pouvoir d'achat ne peut s'exercer que sur des stocks de biens déjà existants et pouvant être assimilés à une « épargne ». Hume et ses successeurs en tirent la conclusion qu'à cette « épargne » de biens doit correspondre une semblable épargne de valeur monnayable. Le modèle humien prétend, de ce fait, au statut d'isomorphisme de l'économie réelle permettant le pilotage de cette dernière. D'où l'urgence de sauver le modèle, en priorité.

#### **4. Le modèle et la réalité**

Il aura fallu attendre le vingtième siècle et John Maynard Keynes pour que soit remise en question la théorie monétaire humienne. Keynes démontre sans mal que globalement on ne peut pas épargner plus que la quantité de monnaie mise à disposition par les circuits bancaires, et que par

conséquent c'est la création monétaire qui nourrit l'épargne et non pas l'inverse<sup>30</sup>. Après lui, Joan Robinson démontre que ce sont les prix qui déterminent la demande de monnaie et non pas l'offre de monnaie qui détermine les prix<sup>31</sup>.

Il manque néanmoins aux démonstrations de Keynes et de Robinson un facteur temps qui permette d'établir non seulement la hiérarchie de détermination entre épargne et investissement, prix et inflation, mais aussi l'antériorité de l'investissement et des prix sur l'épargne et l'inflation. Or, ce facteur a été formulé par Marx, dans l'un de ses théorèmes qu'il n'a jamais exploités, non plus d'ailleurs que ses épigones. Il s'agit de la « période de production » qui rythme la rotation du capital<sup>32</sup>. En intégrant la période de production de Marx aux démonstrations de Keynes et Robinson, tout s'éclaire.

Au début d'une période de production, l'investissement met un produit en chantier en mobilisant les moyens humains et matériels nécessaires. C'est une pure création monétaire qui constitue donc un endettement sur l'avenir : il sera apuré, quand le produit sera achevé et commercialisé. Mais il s'agit d'un endettement purement monétaire, donc conventionnel, et non pas matériel. On voit donc que les circuits économiques et monétaires se présentent dans une relation de dualité et non d'identité. Alors que le pouvoir d'achat distribué par l'investissement ne peut s'exercer que sur des stocks provenant d'une production passée, son vecteur monétaire anticipe une production à venir. Cela se comprend parfaitement, du fait de la nécessaire gestation des produits du travail et de l'impossibilité, pour les

---

<sup>30</sup> *General Theory*, Londres, Macmillan, 1993, p.84.

*Théorie Générale*, Paris, Payot, 1969, p.107.

<sup>31</sup> *The accumulation of capital*, Philadelphie, Porcupine Press, 1986.

<sup>32</sup> *Das Kapital*, zweiter Band, Berlin, Dietz Verlag, 1989, S. 241-250, 260-273.

*Le Capital*, LII, T.I, Paris, Editions Sociales, 1960, p. 220-229, 238-250.

producteurs et leurs ayant-droit, d'attendre la nouvelle production pour consommer.

Par conséquent, l'investissement de croissance distribue un pouvoir d'achat additionnel qui va créer une tension sur les stocks. C'est là qu'intervient la spéculation, qui entraîne sans délai la hausse des prix, laquelle entraîne à son tour une augmentation de la demande de crédit. Cette demande accrue est ou n'est pas satisfaite par la banque centrale qui peut lui opposer la dissuasion de ses taux d'intérêts de base et de l'erraticisme de ses adjudications. Ceci dans un but de « lutte contre l'inflation », mais avec pour résultat de n'atteindre les prix qu'à travers la répression de la croissance économique, puisque la spéculation est fonction de la tension sur les stocks et que celle-ci est fonction du taux de croissance. Or, pour sortir de ce dilemme façon Gribouille, il suffirait de contrarier la spéculation en constituant des stocks publics déstockant à la hausse et stockant à la baisse, pour stabiliser les cours, comme le faisait déjà César avec le blé.

En résumé, loin de constituer un isomorphisme de l'économie, le circuit monétaire en est une représentation inversée. Les conséquences de cette confusion, dont nous verrons un peu plus loin la nécessité fantasmagique, s'étendent à la problématique du « profit ».

Dans la théorie classique, d'ailleurs toujours en vigueur, le profit vient en plus de l'investissement, et les épargnants ont le choix entre le consommer et l'investir. Il en est effectivement ainsi dans le circuit matériel. La production additionnelle escomptée va venir en plus de la production passée, et la nature de cette production peut être influencée par les choix entre consommation immédiate et accroissement du parc industriel, entre

luxe et produits de nécessité, logements sociaux et prestige, etc. Mais il n'est pas ainsi dans le circuit monétaire, puisqu'il ne peut pas revenir plus de monnaie qu'il n'en a été globalement mise en circulation. La comptabilité financière est sans ambiguïté à cet égard, en énonçant que globalement, toutes compensations étant effectuées entre pertes et profits, besoins et capacités de financement, actif=passif.

Autrement dit, ce qui revient globalement, quand l'actif est réalisé, c'est l'investissement lui-même (inscrit au passif parce qu'il constitue un endettement gagé sur la réalisation de l'actif), sans aucune addition. Mais conformément au dicton « qui paie ses dettes s'enrichit », ce retour augmente d'une valeur égale le capital globalement investi dans l'économie. C'est donc l'investissement lui-même qui constitue le profit du capital globalement investi. Quant aux profits des épargnants, ils sont déjà inclus au départ dans l'investissement, pour la simple raison qu'eux aussi ne peuvent pas attendre la réalisation de l'actif pour consommer. Cela n'apparaît pas dans les comptabilités courantes, mais le mode et le rythme des rémunérations du travail et du capital sont pures conventions.

Pour ne s'être pas débarrassé de la croyance humienne, Marx s'est infligé une contradiction si incontournable, qu'à partir de 1869 et jusqu'à sa mort, en 1883 il a laissé les livres 2 et 3 de *Das Kapital* à l'état de brouillons<sup>33</sup>. C'est Engels qui leur a donné la structure et la cohérence approximative que l'on connaît. Le problème de Marx, c'était la question suivante : d'où vient l'argent de la plus-value ? C'est-à-dire l'argent susceptible de revenir en plus, lors du retour de l'investissement.

---

<sup>33</sup> Voir mon article *Marx et la fin du capitalisme* sur <http://kroes.blog.lemonde.fr/>

L'affrontement de cette question était une première dans l'histoire de la pensée économique, du fait que Marx raisonnait en unités monétaires. C'est-à-dire que contrairement à ses prédécesseurs, clivés entre une économie où la monnaie était neutre et une gestion financière où la monnaie avait statut de marchandise, Marx avait résolument accédé, d'emblée, à une économie monétaire préfigurant l'économétrie (mesure et calculs économiques) qu'allaient développer certains de ses successeurs comme François Simiand<sup>34</sup>.

Prisonnier du schéma classique, Marx n'a donc pas trouvé de réponse à la question de l'argent de la « plus-value » (*Mehrwert*). On peut imaginer la souffrance qui fut la sienne, pour avoir abandonné son œuvre et l'avoir cachée à ses proches pendant quatorze années et jusqu'au jour de sa mort. Tout chercheur qui s'est heurté des années durant à un obstacle semblable peut le comprendre. Mais faute de curiosité et d'exigence intellectuelles, et confortablement installés dans la position de croyants, ceux qui ont fait de Marx une sorte de prophète sont insensibles à ce que fut son angoisse. Soit qu'ils ignorent purement et simplement la contradiction, soit qu'ils la poussent négligemment sous quelque tapis.

Seule à ce jour, Rosa Luxemburg avait pourtant révélé que Marx n'avait pas atteint l'objectif, qu'il s'était fixé, d'expliquer la « reproduction élargie du capital », c'est-à-dire le processus d'accumulation de la valeur. Ce qui lui valut une volée de bois vert et une censure qui perdure, de la part des sociaux-démocrates et des léninistes pour une fois réunis. Rosa Luxemburg apportait un début de réponse qui permettait de se dégager de la

---

<sup>34</sup> *Les fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*, Paris, F. Alcan, 1932.

*Inflation et stabilisation alternée : le développement économique des Etats-Unis des origines coloniales au temps présent*, Paris, F. Loviton, 1934.

contradiction. Puisque l'argent de la plus-value ne peut être tiré du circuit capitaliste, raisonnait-elle, il ne peut provenir que d'un acheteur extérieur<sup>35</sup>. Ainsi Rosa Luxemburg éclairait-elle le mystère de l'accumulation de la valeur, en découvrant que ce processus était étroitement associé à l'expansion dans les espaces géographique et sociologique.

Cependant, Rosa Luxemburg ne remet pas en question, elle non plus, le dogme humien de l'épargne créatrice d'investissement, ce qui ne l'aide pas à identifier son « acheteur extérieur ». Ce dernier est simplement le retour de l'investissement de croissance après qu'il ait trouvé un débouché expansif dans la mobilisation de nouvelles ressources naturelles et humaines. Mais encore fallait-il avoir compris que cet investissement est une création monétaire *ex nihilo*, au départ d'un cycle productif. C'est donc finalement Keynes, bien qu'il ne l'ait probablement jamais su, qui a apporté à la théorie luxemburgiste son élément manquant.

Mais Keynes ne transforme pas son essai. Dans son équation du produit global exploitée par les comptabilités nationales, et en contradiction avec sa théorie sur l'épargne et l'investissement, il laisse subsister le partage entre épargne et consommation, qui n'existe qu'à l'échelle individuelle, ce qui a notamment pour conséquence de rendre redondante la mesure du PIB (produit intérieur brut)<sup>36</sup>. C'est le signe d'une prégnance exceptionnelle et rémanente du modèle humien au niveau des consciences.

---

<sup>35</sup> Rosa Luxemburg, *Die Akkumulation des Kapitals*, ouv. in *Gesammelte Werke*, Berlin/DDR, S.314.

<sup>36</sup> Démonstration dans mon ouvrage *La perversion du capital*, pp. 149-153.

## 5. Fétichisme de la créance et de la monnaie or

De quelque point de vue qu'on le considère, le modèle financier dont dépend encore l'économie constitue une représentation inversée de la réalité. Il identifie les circuits économique et monétaire, alors que le second est dual du premier. Il postule l'investissement par l'épargne, alors que c'est le premier qui nourrit la seconde. Il impute le niveau des prix à la masse monétaire, alors que celle-ci résulte de la demande de crédit sous l'effet des mouvements de prix, et à la condition que cette demande soit satisfaite par la banque centrale. Cette dernière, en conséquence, croit combattre l'inflation par des mesures de nature à dissuader la demande de monnaie, alors que ce faisant elle n'atteint les prix qu'au travers de la répression de la croissance. Si bien que la crise financière n'est pas la cause mais la conséquence de la crise économique, depuis longtemps à l'œuvre par l'asthénie de la croissance dans les pays riches, sous l'effet des restrictions budgétaires et du fonctionnement aberrant des banques centrales. Enfin, le temps n'a pas même valeur dans l'économie réelle et dans le modèle qu'on lui impose. Sur les marchés financiers, les échanges sont instantanés, alors que dans le réel ils sont différés du fait de la nécessaire gestation des produits de tout travail. Nous sommes donc bien en présence d'un modèle dual et non pas isomorphe de la réalité.

Il est cependant légitime d'objecter à ce qui précède, que ce modèle a gouverné et développé l'économie européenne et américaine pendant près de deux siècles, à un rythme sans précédent dans l'histoire. C'est en effet ce qui a permis aux théoriciens et aux gestionnaires de se mystifier eux-mêmes, grâce à l'exutoire de l'expansion dans les espaces géographique et sociologique. Sans même parler des pillages qu'a si bien décrits Joseph

Conrad<sup>37</sup>, la propagation des comptoirs sur les routes maritimes, la colonisation, l'esclavage, la prolétarianisation ont longtemps polarisé et drainé les richesses vers les marchés financiers des métropoles conquérantes. Non sans crises, du fait de la conjugaison des anticipations spéculatives pas toujours justifiées par la croissance économique, comme le démontre l'actualité, et des obstacles périodiquement rencontrés par l'expansion tels que la concurrence commerciale et interimpérialiste. Or chaque fois que les marchés financiers absorbent une activité nouvelle, ils l'intègrent à leur système, multipliant ainsi le besoin d'expansion. Se profile alors, un beau jour, une limite absolue à toute expansion : la limite sociale et planétaire aujourd'hui pratiquement atteinte.

Dans l'histoire de la pensée, le modèle financier n'est pas l'unique exemple de représentation inverse d'une réalité et prise pour cette dernière. L'exemple du géocentrisme est particulièrement édifiant à cet égard et mérite d'être rappelé.

C'est seulement dix-sept siècles après la découverte d'Aristarque de Samos, pourtant transmise à la postérité par Archimède et Plutarque, que fut enfin reconnu l'héliocentrisme. Déjà, à l'origine, le stoïcien Cléanthe voulait qu'Aristarque fût jugé pour avoir prétendu que la demeure des dieux était un objet errant<sup>38</sup>. Après le *De Revolutionibus orbium coelestium* de Copernic, il fallut encore un certain temps aux chrétiens pour admettre qu'ils ne résidaient plus au centre du monde. Le géocentrisme procédait d'une projection systématique de l'imaginaire sur le réel, héritée de l'animisme et transformée en un anthropocentrisme par la métaphysique.

---

<sup>37</sup> *Au cœur des ténèbres*, Paris, Flammarion, 1989.

<sup>38</sup> D'après Plutarque, cité par Heath, Thomas L, *Aristarcus of Samos, the Ancient Copernicus*, Oxford, Clarendon Press, 1913, p.304. (Planète vient de *πλανητης* qui signifie errant, vagabond).



Ainsi l'anthropocentrisme, ou « narcissisme social universalisé »<sup>39</sup>, rapporte-t-il spontanément le monde extérieur à l'observateur qui en réalité n'en est qu'un composant. Aussi Freud put-il comparer la « vexation » de la mise à nu du rôle de la sexualité dans la formation du psychisme, à celle que constitua la réfutation du géocentrisme<sup>40</sup>.

La représentation inverse d'une réalité procède du déni de cette réalité. C'est ainsi que pour les anciens grecs « Chronos apparaît, en tant que principe d'unité et de permanence, comme la négation radicale du temps humain, dont la qualité effective est, au contraire, celle d'une puissance d'instabilité et de destruction présidant (...) à l'oubli et à la mort »<sup>41</sup>. D'un côté le désir d'éternité, de l'autre la réalité de l'usure, de la perte, de la mort. Mieux vaut donc inverser cette réalité et en concevoir une représentation plus apaisante pour l'angoisse existentielle de l'humanité, au premier chef éprouvée par les penseurs. C'est ce qu'on peut appeler le *déni d'entropie*.

En économie, le modèle en vigueur peut être qualifié de *capitalocentrisme*, du fait qu'il place le capital financier au centre du circuit économique, comme source de l'investissement, alors qu'il n'en est qu'un compte satellite. Comme pour le géocentrisme, c'est sous l'empire d'une urgence fantasmatique qu'il s'est imposé, celle d'une valeur immuable promise à l'éternité. Ainsi s'explique qu'aient été fétichisées la créance écrite et la monnaie or, preuves matérielles de l'ordre et de l'harmonie du monde tels que l'homme les imagine pour exorciser son angoisse. Et ainsi s'explique également que la conception calviniste du capital soit associée à

---

<sup>39</sup> Legendre P., *Les enfants du Texte*. Paris. Fayard, 1992, p.228.

<sup>40</sup> "Une difficulté de la psychanalyse", in *L'inquiétante étrangeté*, Paris: Gallimard, 1985, pp.181, 187.

<sup>41</sup> Vernant, J-P, *Mythe et pensée chez les grecs*, Paris, La Découverte, p.128.

la prédestination<sup>42</sup>. Telle qu'elle fut souscrite, la créance du capital doit pouvoir se présenter à échéance dans toute sa virginité, sans préjudice de ce qui a pu se produire au cours du temps écoulé. Or, le libre-arbitre et le salut par les œuvres, qui confèrent aux hommes la maîtrise de l'utilisation du temps et donc du déroulement des événements, ne garantissent pas l'intégrité des créances.

Parce qu'en *vérité* la pérennité de la cité, l'harmonie entre l'homme et la nature et l'éternité dont témoignent les dieux sont incontestables, les désordres sont alors imputables aux individus, aux groupes sociaux, aux pouvoirs institutionnels ou à « l'étranger ». L'économie politique apparaît ainsi moins comme un objet de la démarche scientifique, que comme un miroir dans lequel se réfléchit et se révèle le *sujet* de l'économie. Qu'il soit marchand par essence<sup>43</sup> ou capital personnifié<sup>44</sup>, il se voit investi d'une toute-puissance sur son économie, et corrélativement accablé d'une culpabilité diversement et contradictoirement partagée.

Pour expliquer la réalité des contradictions entre la civilisation et une nature idéale, on convoque la « nature humaine », puis on lui fait un procès. Or accuser la nature humaine, c'est déjà vouloir s'en démarquer ou la changer, ainsi que le prétendent les « sciences du comportement », le cognitivisme, les sectarismes et l'idéologie de « l'homme nouveau ». Voilà qui permet d'enraciner bien des délires dans le déni général de l'irréductible conflit entre *Natur* et *Kultur* sur lequel Freud a attiré notre attention<sup>45</sup>.

---

<sup>42</sup> Weber, M. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, p.232.

<sup>43</sup> Smith, A. *La Richesse des Nations*, Paris, Flammarion, 1991, t1, p.91.

<sup>44</sup> Marx, *Das Kapital*, erster Band, S.618.

Ed. Soc. L1 t3, p. 32.

<sup>45</sup> Freud, S., *Malaise dans la civilisation*, Paris, PUF, 1971.

Le déni originel engendre le péché originel : tout ce qui est nuisible, monstrueux, injuste, irréversible ne peut résulter que de la transgression, par les hommes, de la « loi naturelle ». Mais la réalité refusant de se plier au présupposé de l'« ordre naturel », l'économie politique s'est ainsi par dépit souvent réduite à une vulgarité : la désignation de coupables. Or, quand on a désigné des coupables, même si ces stigmatisations ne sont pas complètement erronées, on n'a encore rien expliqué. Mais précisément, le dogme selon lequel les conflits d'intérêt mènent le monde interdit qu'on aille au-delà de ces accusations, vraies ou fausses. Il tend à donner une explication intellectuellement rassurante et d'apparence rationnelle, à une tendance déstabilisatrice qui désavoue la promesse d'éternité et que pour cette raison toute l'histoire de la pensée s'est efforcée de conjurer. C'est ainsi que la pensée politique a inventé le « droit naturel », le « prix naturel » et même le « profit naturel », dont les transgressions respectives seraient sources de tous les désordres. Et ainsi s'explique la constante application des théoriciens et des politiciens à conférer au modèle les attributs de la nature et de la matérialité. Et ce, jusqu'à ce que la réalité les rappelle à la raison.

*Paris, novembre 2008*

**Romain Kroës**

<http://kroes.blog.lemonde.fr/>